MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE STOCKHOLM

N° 44 - 30 janvier 2023

Pays nordiques

La consommation de services de téléphonie mobile en croissance dans les pays nordiques. Sur un marché mature, le nombre d'abonnement mobile par personne (téléphone et données mobiles) ne progresse certes plus depuis 2016 dans la zone nordique (entre 1,3 et 1,7 abonnement selon les pays, cf. tableau 1), mais la consommation des services s'inscrit en forte hausse : i/ le nombre de minutes d'appel passées par un téléphone portable a augmenté d'environ 25% en 5 ans en Suède, Danemark et Islande (un peu moins en Finlande et Norvège) ; ii/ la quantité de données échangées *via* les réseaux mobile a été multiplié par un facteur d'environ 4 en moyenne pour les pays nordiques, toujours sur 5 ans. Le taux de pénétration de la fibre est également particulièrement important dans la région, représentant de 44% des abonnements pour le Danemark à 78% pour la Suède.

Tableau 1 : Abonnement mobile par personne

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Danemark	1,45	1,44	1,45	1,43	1,44	1,46
Finlande	1,70	1,70	1,70	1,68	1,67	1,67
Norvège	1,18	1,16	1,14	1,14	1,14	1,15
Suède	1,47	1,41	1,40	1,40	1,38	1,38
Islande	1,30	1,33	1,32	1,31	1,29	1,32

Tableau 2 : Nombre de minutes d'appel passées depuis un mobile par personne par mois

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Danemark	197	212	212	220	255	255
Finlande	229	225	221	212	248	245
Norvège	225	225	225	228	275	270
Suède	264	271	282	293	322	332
Islande	204	205	208	213	254	252

Tableau 3 : Données transférées par des réseaux mobiles par personne par mois (en Gigabytes)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Danemark	5,4	7,6	10,0	13,2	17,8	22,4
Finlande	15,5	23,1	30,2	36,3	47,0	55,9
Norvège	2,3	3,5	4,3	5,1	6,7	8,8
Suède	5,3	6,8	8,9	11,1	15,0	19,2
Islande	4,2	6,2	8,7	12,9	19,0	23,2

Source : *Post-och telestyrelsen* (PTS)

Danemark

Le vice-président de la Banque européenne d'investissement (BEI) est nommé gouverneur de la Banque centrale danoise (*Danmarks Nationalbank*) à compter du 1er février 2023. Christian Kettek Thomsen succédera ainsi à Lars Rohde, qui était à la tête de l'institution depuis 10 ans. Économiste de formation, M. Thomsen a occupé des fonctions de premier plan au sein de l'administration danoise avant d'intégrer la BEI en 2020. Il fut, entre autres, secrétaire permanent du Ministère des Finances ; fonction qu'il a ensuite assurée auprès des trois derniers Premiers ministres danois : Lars Løkke Rasmusse, Helle Thorning-Schmidt et Mette Frederiksen. Il se verra également confier, en sa qualité de gouverneur, la présidence du Conseil du risque systémique (*Det Systemiske Risikoråd*).

La Commission européenne valide un régime d'aides de l'État danois pour soutenir le déploiement des technologies de captage et de stockage du CO_2 (CCS). Doté d'une enveloppe de 1,1 Md€, ce régime permettra de soutenir, à l'issue d'un appel d'offres, une entreprise du secteur industriel à hauteur de 54,9 M€ par an pendant 20 ans. Celle-ci devra capter et stocker, a minima, 0,4 M de tonnes de CO_2 par an dès 2026, soit un total de 8 M de tonnes de CO_2 sur la durée du contrat. Jugé conforme aux règles de l'Union Européenne en matière d'aides d'État, ce régime constitue un pas de plus vers l'atteinte des objectifs climatiques du Danemark (réduction des émissions de gaz à effet de serre de 70% d'ici 2030 et neutralité carbone à horizon 2045).

Le biogaz a atteint un nouveau record en couvrant 34% de la consommation totale de gaz au Danemark en 2022. En constante progression, la production de biogaz s'est élevée à 800 millions de mètres cubes en 2022, dont 622 millions de mètres cubes fournis au réseau de gaz (le reste étant livré directement à l'industrie). Combiné avec une diminution significative de la demande, la hausse de la production a permis d'augmenter la part du biogaz dans la consommation totale du réseau gazier danois de 22% à 34% en un an. Le Danemark est de loin le leader en Europe en termes de production de biogaz rapportée à la consommation totale de gaz, et ambitionne que celui-ci couvre 100% de sa consommation de gaz en 2030. Dans ce contexte, le ministre du Climat, de l'Énergie et de l'Approvisionnement, Lars Aagaard, a récemment autorisé le gestionnaire danois de réseau de transport de gaz et d'électricité (*Energinet*) à construire sept nouvelles installations. Elles permettront d'acheminer le biogaz produit au réseau national de transport de gaz (au-delà de la distribution locale). Cet investissement de 773 M DKK (100 M€), permettre au système gazier danois de se moderniser pour accueillir davantage de gaz vert.

Le groupe pharmaceutique Novo Nordisk investit 970 M DKK (130 M€) dans l'extension de son usine de Chartres, deuxième site de production du groupe, afin de tripler la capacité de production de stylos injecteurs d'insuline (FlexTouch). Il s'agit de répondre à la forte hausse des cas de diabète et d'obésité (+16% depuis 2019). La situation est particulièrement critique aux États-Unis, frappés par une pénurie d'antidiabétiques ces derniers mois. Dans ce contexte, le laboratoire danois entend agrandir son pôle « stratégique » de Chartres de 7 850 m^2 afin d'y installer quatre nouvelles lignes d'injecteurs (assemblage et conditionnement), prévues pour début 2025. Le géant pharmaceutique fournit aujourd'hui près de 50% de l'insuline dans le monde. À noter que l'installation d'une chaudière biomasse fin 2021 a permis à l'usine chartraine d'atteindre la neutralité carbone.

Ørsted, une des principales entreprises du secteur énergétique danois, souhaite construire six parcs éoliens offshore d'une capacité totale de 18 GW en Suède. Le portefeuille d'Ørsted en Suède comptait jusqu'à présent deux projets d'éoliennes en mer (3 GW au total), mais sera complété par quatre autres grands projets (15 GW). La production totale de ces six parcs couvrirait à elle seule la moitié de la consommation suédoise actuelle d'électricité. Le premier parc éolien, situé en Scanie (extrémité sud du pays), pourrait commencer à produire de l'électricité en 2029, mais n'a pas encore obtenu les permis nécessaires. Les autres parcs devraient être mis en service en 2032. Si les projets se concrétisaient, le montant des investissements d'Ørsted en Suède s'élèveraient à 450 Mds SEK (40 Mds€).

Ørsted devient l'actionnaire unique du parc éolien offshore Ocean Wind 1 (1 100 MW). Situé à environ 24 km au large de la côte du sud du New Jersey aux États-Unis, Ocean Wind 1 est un projet développé par Ørsted en collaboration avec la société américaine Public Service Enterprise Groupe (PSEG). Le promoteur danois de parcs éoliens possède déjà la majorité du parc (75%) et va maintenant acquérir les 25 % restants de PSEG. La transaction entre Ørsted et PSEG devrait être conclue au cours du premier semestre 2023. La première livraison d'énergie d'Ocean Wind 1 est prévue pour la fin 2024, et la mise en service complète du site est attendue pour 2025.

Finlande

Le FMI a publié son évaluation annuelle de l'économie finlandaise, dans laquelle il souligne la résilience de l'économie face à la pandémie. Les perspectives de croissance seront néanmoins affectées par la guerre en Ukraine (croissance nulle en 2023). La croissance devrait se redresser en 2024, mais revenir à un taux modéré (1,3%/an projeté sur la période 2024-2027), en raison d'une trajectoire démographique défavorable (vieillissement de la population) et d'une faible croissance de la productivité. Le FMI souligne la pression exercée par la crise énergétique sur les finances publiques, avec une dégradation du déficit public en 2023 (à 2,6%) - après une consolidation notable en 2022 (déficit de 1,5%). À moyen terme, il préconise un ajustement progressif des finances publiques et son ancrage par rapport à l'évaluation de la viabilité de la dette. L'organisation internationale recommande enfin à la Finlande d'améliorer la surveillance et de renforcer la réglementation du secteur financier, en tenant compte de l'exposition des banques à l'endettement élevé des ménages (ndlr : 134% du revenu disponible à la fin 2022), et de sa forte concentration (ndlr : les actifs de la banque Nordea d'une valeur de 552 Mds€ représentent plus du double du PIB finlandais) - susceptible de faire peser des risques sur la stabilité du système financier.

L'agence statistique finlandaise (*Statistikcentralen*) publie ses données sur l'emploi pour l'année 2022. Le taux de chômage des personnes âgées de 15 à 74 ans a diminué de 0,9 point depuis 2021, passant de 7,7% à 6,8%. Le taux d'emploi pour cette même population a quant à lui crû de 1,6%. L'augmentation est particulièrement importante dans le secteur de l'hébergement et de la restauration (notamment du fait de la reprise post pandémie). Enfin, le nombre d'heures travaillées sur l'année a augmenté de 0,9% entre 2021 et 2022.

Un rapport du ministère de l'Éducation souligne la baisse du niveau d'instruction en Finlande depuis les années 1990. Le rapport, publié en janvier, analyse les évolutions de l'enseignement dans le pays au cours des dernières décennies, à la fois d'un point de vue des résultats et du niveau d'éducation, et de son financement par les pouvoirs publics. Il fait état d'une stagnation à la fin des années 1990 puis d'une dégradation depuis les années 2000 des acquis élémentaires, avec une baisse des compétences en lecture et en mathématiques observée dans plusieurs études. Le rapport souligne également la diminution générale du niveau d'éducation de la population et un moindre accès aux études supérieures, les personnes nées en 1978 constituant le groupe d'âge ayant le plus haut niveau d'éducation. En matière de financement, le rapport fait état d'une baisse des dotations de l'éducation dans la plupart des régions du pays.

Le Centre d'Etat pour la recherche (VTT) souhaite commercialiser la technologie du réacteur nucléaire LDR-50 d'ici 2030. Ce petit réacteur modulaire d'une puissance de 50 MW (SMR) est destiné à la production de chauffage urbain collectif. Il est développé depuis 2020 par le Centre VTT, qui a fixé l'objectif d'en construire un premier à l'horizon 2030, et d'en commercialiser la technologie. VTT investira 5 M€ dans le développement du réacteur en 2023 et 2024.

Islande

La Banque Centrale d'Islande intervient sur le marché des changes. Après une appréciation modérée en 2021 et les cinq premiers mois de 2022, la couronne islandaise s'est considérablement dépréciée par rapport à l'euro ces derniers mois, atteignant son niveau le plus bas depuis novembre 2020. Depuis fin mai 2022, l'euro a gagné 13% en valeur face à la couronne islandaise. La Banque centrale d'Islande a réagi au début de cette année en intervenant sur le marché des changes et en mobilisant 18 M€ de ses réserves.

La part d'utilisation d'énergies renouvelables en Islande reste la plus élevée d'Europe. Près de 86% de l'énergie utilisée en Islande était d'origine renouvelable en 2021, soit une augmentation de deux points de pourcentage par rapport à 2020 d'après les données d'Eurostat. Avec l'Islande, seuls deux pays en Europe ont un ratio supérieur à 50% : la Norvège (74%) et la Suède (63%). Plus précisément, 100% de l'électricité et 97% du chauffage sont d'origine renouvelable en Islande tandis que seuls 12% des transports fonctionnent grâce à des énergies renouvelables.

L'infrastructure aéroportuaire islandaise Isavia enregistre 1 million de départs de touristes étrangers supplémentaires en 2022 par rapport à 2021. Les départs de passagers étrangers d'Islande depuis l'aéroport international Keflavik ont atteint 1,7 million en 2022, soit un million de plus qu'en 2021 selon les données d'Isavia. Entre 2017 et 2019, ce nombre était situé entre 2 et 2,3 millions. Les touristes américains représentaient plus d'un quart des départs, suivis par les Britanniques (14%) et les Allemands (8%).

La société de conseil en ingénierie islandaise Verkís coordonne un projet de 9 M€ financé par l'UE dans le domaine de la transition énergétique. Le projet WHISPER a reçu un financement de 9,2 M€ d'Horizon Europe, le programme de financement de R&D de l'UE, pour réduire les émissions de carbone de 15 à 30 % dans le transport maritime. Le projet sera construit autour de 14 partenaires dont Verkís est le chef de file.

Sur le moyen terme, les prix des logements ont plus augmenté en Islande que dans n'importe quel autre pays européen. D'après les données d'Eurostat, l'augmentation des prix des logements a atteint 213% au troisième trimestre 2022 par rapport à l'année 2010 prise comme référence.

Norvège

L'inflation en Norvège s'établit à 5,9% en décembre sur 12 mois glissants. En décembre 2022, les prix ont augmenté de 5,9% par rapport à décembre 2021. L'inflation était de 6,5% en novembre. Ce recul sur un mois est notamment lié à une diminution des prix des carburants et de certaines denrées alimentaires, selon le Bureau central des statistiques norvégiennes (SSB).

La banque centrale norvégienne maintient son taux directeur à 2,75%. La Gouverneure de la banque centrale, Ida Wolden Bache, a annoncé le 19 janvier que le taux directeur serait maintenu inchangé à 2,75%. Selon elle, la situation sur le marché du travail apparaît certes comme plus tendu qu'anticipé, mais l'effet des précédentes hausses de taux sur l'économie norvégienne devrait contribuer à contenir la hausse des prix à court terme. Toutefois, une hausse des taux de 25 points de base pourrait être décidée en mars 2023 d'après la gouverneure.

L'excédent commercial norvégien a atteint son plus niveau historique en 2022, de l'ordre de 33% de son PIB. Les exportations de gaz naturel ont représenté près de 50% des exportations totales en 2022, contribuant ainsi à ce que la Norvège enregistre un excédent commercial de 1 574 Mds NOK (157 Mds€), soit environ trois fois plus qu'en 2021. L'année dernière, la Norvège a par ailleurs exporté de l'électricité pour un montant de 45 Mds de NOK (4,5 Mds€), selon des nouveaux chiffres du Bureau central des statistiques norvégiennes (SSB) et du gestionnaire du réseau Statnet.

Le Fonds souverain norvégien investit 600 M€ dans les énergies renouvelables en Espagne. Le Fonds souverain norvégien a signé un accord le 16 janvier 2023 pour acheter 49% d'un portefeuille de projets dans l'énergie solaire et l'éolien terrestre en Espagne pour 600 M€. Le vendeur de la participation est Iberdrola, qui continuera à agir en tant que copropriétaire et exploitant du portefeuille. Le fonds devient ainsi propriétaire de sept projets de centrales solaires et de cinq projets de parcs éoliens terrestres. La puissance installée totale est estimée à 1 265 MW. 9 des 12 projets sont en développement et seront achevés entre 2023 et 2025. Le portefeuille total est évalué à 1,2 Md €.

Une hausse de la production et des investissements dans le secteur du pétrole et du gaz est attendue sur le plateau continental norvégien d'ici à 2025. Selon un rapport de la Direction norvégienne du pétrole, 4 millions de barils par jour ont été extraits du plateau continental norvégien en 2022. Ce chiffre devrait atteindre 4,3 millions en 2025, et ainsi égaler les volumes records de 2005. L'an dernier, 300 Mds NOK (30 Mds€) ont été investis sur le plateau continental, un montant parmi les plus élevés de l'histoire de la Norvège. Le plus grand projet est financé par Aker BP (société pétrolière) sur le site de Yggdrasil en mer du Nord, pour un montant de 115 Mds NOK (11,5 Mds€).

De nouveaux projets de capture et de stockage du CO2 (CCS) sont prévus en mer du Nord. Le ministère norvégien du pétrole et de l'énergie a reçu les candidatures de six entreprises dans le cadre du lancement, le 2 novembre 2022, d'une zone dédiée au stockage de CO2 (CCS) sous le plateau continental norvégien en mer du Nord. Le ministère traitera les dossiers déposés par Aker BP ASA, Altera Infrastructure Group, Horisont Energi AS, Neptune Energy Norge AS, OMV Norge AS et Wintershall Dea Norway ASA, puis attribuera les zones conformément à la réglementation en vigueur sur le stockage de carbone lors du premier semestre 2023.

Une usine de batteries verra le jour dans le Trøndelag. Le fonds vert Valinor a présenté hier son projet d'usine de batteries Elinor Batteries à Orkland, dans la région de Trondheim. Sa capacité de production sera de 40 GW, soit l'équivalent de 700 000 à 800 000 batteries de voitures électriques. Ce projet est porté par 30 Mds NOK (3 Mds€) d'investissements prévus pour ce site, qui devrait employer à terme 2 500 personnes.

Entrée en vigueur d'une nouvelle taxe concernant l'aquaculture depuis le 1er janvier 2023. La semaine dernière, lors de la conférence annuelle de l'organisation patronale NHO, plusieurs chefs d'entreprise ont dénoncé les effets de cette taxe, même s'ils n'ont pas encore connaissance de tous ses détails. Ces derniers devront être définis dans les mois à venir, après la lecture des 350 réponses soumises à la consultation publique du gouvernement. D'ici là, les entreprises affirment avoir gelé leurs investissements et être dans l'incapacité de signer de nouveaux contrats.

Des discussions sur les prix de l'électricité et les subventions aux ménages sont en cours. Lors d'une réunion avec les partenaires sociaux, le Ministre norvégien du pétrole et de l'énergie, Terje Aasland, a confirmé que le gouvernement envisageait de modifier les modalités de versement des aides aux ménages sur l'électricité. Actuellement, les foyers voient leur facture prise en charge à hauteur de 90% sur la portion d'électricité vendue à plus de 70€/kWh. En raison des fortes variations des cours de l'électricité, le calcul pourrait désormais être fait sur une base horaire ou journalière. L'idée poussée par le Parti du centre d'une différenciation des tarifs de l'électricité pour la consommation intérieure et l'exportation continue aussi de susciter des réactions. Selon Catherine Banet, professeure de droit à UiO et spécialiste du secteur de l'énergie, ce projet serait contraire aux obligations de la Norvège dans l'EEE et ne bénéficierait pas aux consommateurs norvégiens sur le long terme.

Lancement du « Net-Zero industry act » par la Commission européenne à Davos : vision du Ministre du Climat et de l'Environnement norvégien. Le Ministre du Climat et de l'Environnement, Espen Barth Eide, soutient le nouveau texte « Net-Zero Industry Act » de la Commission européenne, annoncé par sa Présidente Ursula von der Leyen au Forum économique mondial de Davos. Son objectif est d'adapter les règles de l'UE en matière de soutien financier afin d'accélérer et de faciliter la transition verte dans l'industrie. L'UE créerait un fonds européen qui soutiendrait et financerait l'industrie. Selon Eide, la réforme des aides d'État s'appliquera aux pays de l'EEE, mais les subventions ne parviendront pas automatiquement à la Norvège. Par ailleurs, le Ministre du Commerce et de l'Industrie, Jan Christian Vestre, s'est entretenu avec ses interlocuteurs à Washington pour s'assurer que la Norvège ne sera pas oubliée si un accord commercial est trouvé entre les Etats-Unis et l'UE.

Nicolai Tangen présent pour la première fois au Forum économique mondial de Davos. Pour la première fois, le Directeur du Fonds souverain norvégien, Nicolai Tangen, a assisté au Forum économique mondial de Davos. Le fonds y a fait savoir qu'il serait de plus en plus strict avec les entreprises qui accordent à leurs dirigeants des rémunérations trop élevées ou trop déconnectées de leurs performances réelles. Par le passé, le Fonds souverain s'était déjà opposé aux rémunérations des PDG d'Apple, d'IBM et de Coca-Cola. Nicolai Tangen encourage aussi les entreprises à se projeter vers la neutralité carbone d'ici 2050.

VINCI Energies acquiert le leader de l'énergie et des transports norvégien Otera AS. Otera est particulièrement reconnue pour son expertise dans la conception, le développement et la gestion de réseaux électriques, de routes et tunnels. Grâce à cette acquisition qui devrait générer un revenu annuel de l'ordre de 150 M€, le groupe VINCI renforce ses positions en Norvège et contribue à l'accélération de la transition énergétique du pays.

Suède

Inflation : la forte hausse des prix agroalimentaires s'est poursuivie en décembre. En décembre, l'inflation a atteint 10,2% en glissement annuel, contre 9,5% en novembre en raison notamment de la forte hausse des prix de l'énergie. Il s'agit du niveau le plus élevé depuis la crise de février 1991. La hausse des prix agroalimentaires a été de 18,6 % en décembre en glissement annuel, (+0,9% sur un mois). L'augmentation des prix a été particulièrement forte sur les produits laitiers, les œufs, la viande et les céréales. En conséquence, la consommation de denrées alimentaires s'est contractée en volume de 5,6% en 2022 comparé à 2021 (les ventes n'ayant progressé que 5,7% en valeur sur l'année, soit nettement moins que l'inflation).

Les chiffres du commerce extérieur suédois en 2022. Entre janvier et décembre 2022, la Suède annonce un déficit commercial de 44,7 Mds SEK (4 Mds€), soit 0,7% du PIB. L'année passée, elle affichait un surplus commercial de l'ordre de 20,1 Mds SEK (1,8 Md€). Entre 2021 et 2022, la valeur des exportations a augmenté de 23%, et celle des importations de 27%. Les chiffres sur la période janvier-novembre 2022 montrent quant à eux que la France perd des parts sur le marché suédois (1 Md€ de déficit sur cette période).

Le gouvernement suédois étudie la possibilité de construction de nouveaux réacteurs nucléaires. Plusieurs dizaines de municipalités, majoritairement situées dans le Sud du pays, se montrent intéressées par ces projets de construction de gros SMR, ayant une capacité de l'ordre de 300 MW.

Le producteur et distributeur d'électricité suédois Vattenfall souhaite raccorder de nouveaux réacteurs nucléaires au réseau de transport d'électricité. L'entreprise a lancé la demande, auprès du gestionnaire public du réseau de transport d'électricité *Svenska Kraftnät,* de permis de connexion au réseau de 2 800 MW d'électricité nucléaire issus de futurs réacteurs nucléaires (éventuels) sur le site de la centrale nucléaire de Ringhals (proche de Göteborg). Vattenfall indique dans la demande que le raccordement au réseau du premier réacteur nucléaire de ce projet, nommé « Nucelerate West », serait prévu pour 2032. Le producteur ne précise ni le nombre de réacteurs, ni la technologie qui sera choisie (SMR ou réacteur de puissance). Le directeur de la communication de Vattenfall a souligné qu'il n'y a à ce stade pas de décision d'investissements. L'énergéticien public étudie en priorité la possibilité de construction de deux SMR (étude de faisabilité attendue d'ici fin 2023). La demande de Vattenfall vise à ne pas perdre de temps si, dans le futur, une décision d'investissement était prise. Les délais de renforcement du réseau sont longs et de nombreux projets éoliens offshores sont en phase de faisabilité dans la zone.

Hausse des inégalités de revenus en Suède. L'office national des statistiques (SCB) a rendu public mercredi 25 janvier son rapport 2021 sur les revenus et taxes 2021. Mesurée par le coefficient de Gini, l'inégalité des revenus a augmenté de 7,4% entre 2020 et 2021, passant de 0,310 à 0,333.

L'armée française commande des armes antichar au constructeur suédois Saab. La Direction Générale de l'Armement française (DGA) a commandé ces armes antichar AT4 pour un montant de 24 M€. Figurant parmi les plus vendues du groupe, ces armes ont notamment fait partie des donations de la Suède à l'Ukraine.

Biocarburants verts pour les avions : le Fonds de l'innovation lève 900 millions de couronnes. Octroyé à plusieurs fournisseurs de biokérosène, ce montant pourra notamment permettre de subvenir à 25% des besoins de la compagnie aérienne SAS à horizon 2023.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent) :

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (*en moyenne annuelle*)	T1 2022	T2 2022	T3 2022
Suède	1,6	0,8	2,0	1,3	5,1	-0,1	0,7	0,6
Danemark	1,0	1,9	1,0	2,5	4,9	-0,5	0,8	0,5
Finlande	-0,2	1,6	1,0	0,6	3,0	0,3	0,7	-0,3
Norvège[1]	-0,5	1,3	3,5	0,4	3,9	-0,7	1,3	1,5
dont PIB continental	*-1,0*	*1,4*	*2,8*	*1,3*	*4,1*	*-0,5*	*1,2*	*0,8*
Islande	-3,8	4,8	0,9	3,2	4,4	-1,0	3,7	-0,5

Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

[1] Pour la Norvège, le PIB retenu est le PIB total (y compris hydrocarbures).

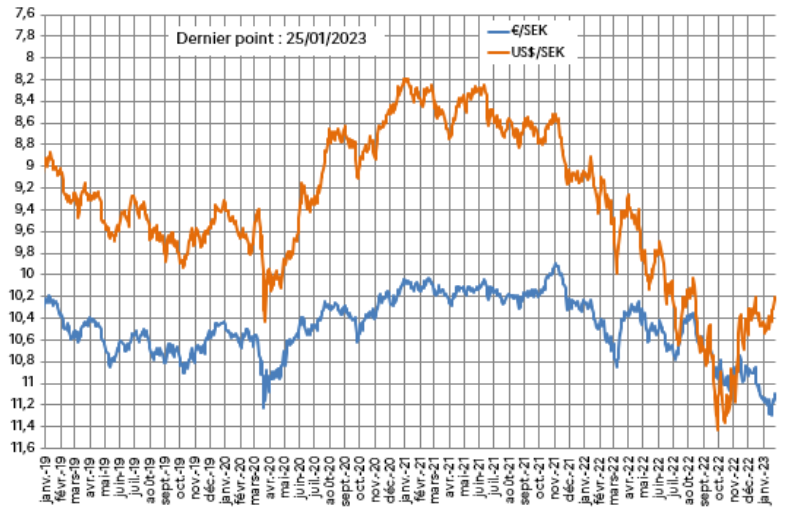
Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel) :

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (*en moyenne annuelle*)	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	2022 (*en moyenne annuelle*)
Suède	1,5	1,8	2,0	3,3	2,2	4,7	7,4	9,7	11,6	8,4
Danemark	0,7	1,6	1,9	3,2	1,9	4,8	7,4	9,2	9,2	7,7
Finlande	1,0	2,1	2,2	3,4	2,2	4,9	6,8	7,8	8,9	7,1
Norvège	3,0	2,8	3,5	4,6	3,5	3,8	5,8	6,7	6,6	5,8
Islande	4,2	4,4	4,3	4,8	4,4	6,2	7,9	9,7	9,4	8,3

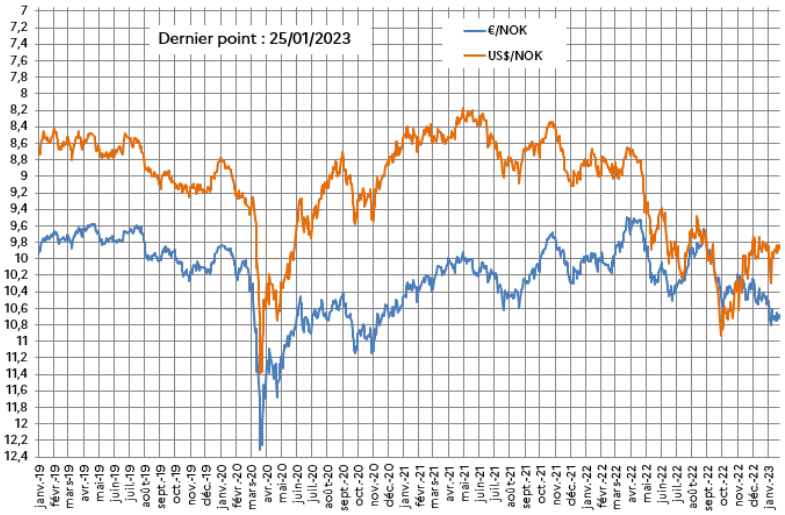
Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : **www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international**

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service Economique régional de Stockholm (C. Gianella).

Rédacteurs : Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (C. Camdessus, L. Yacine, M. Valeur, T. Robert), Helsinki (P. Pouliquen, O. Alapekkala, D. Gueyraud), Oslo (O. Cuny, M. Roger), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaitre, J. Grosjean, M. Marbot, G. Bazin) et de l'ambassade de France en Islande (A. Montoya).

Pour s'abonner : gabrielle.bazin@dgtresor.gouv.fr